

# LE TEMPS

---

Prisonniers Jeudi 5 février 2009

## Guantanamo, le fardeau empoisonné

Par Luis Lema, New York

**Ils sont Ouïgours, Yéménites, Algériens ou Irakiens. Ils croupissent depuis des années dans l'obscur prison américaine de Cuba. Washington s'apprête à fermer Guantanamo. Mais que faire de ces prisonniers dont personne ne veut? Et pourquoi les Etats-Unis cherchent-ils absolument à s'en débarrasser?**

«Le pire du pire», comme les qualifiait l'administration Bush? Ou «des centaines d'innocents emprisonnés au mépris de leurs droits les plus élémentaires», comme l'a affirmé le New York Times. A l'heure où les Etats-Unis ont décidé de faire disparaître Guantanamo, les Américains s'aperçoivent qu'ils savent à peine qui y est emprisonné. Il en va de même pour les Européens (dont les Suisses), qui pourraient pourtant consentir à en accueillir sur leur sol. Un geste jugé ici essentiel: sans l'aide des Européens, la prison sera bien plus difficile à fermer.

### kCombien sont-ils?

Ce sont sans doute parmi les détenus les plus célèbres de la planète. Mais on ne sait même pas leur nombre avec certitude. Après avoir brouillé les pistes pendant des années, l'administration Bush avait fini par dévoiler, en mai 2006, l'identité des 759 détenus qui ont été incarcérés à Guantanamo depuis l'ouverture de la prison, en 2002. Combien d'entre eux restent actuellement emprisonnés? Dans l'étude la plus exhaustive menée sur la question, la Brookings Institution en dénombrait 248 à la fin de l'année dernière, en admettant toutefois la possibilité d'une «marge d'erreur». Selon les organisations de défense des détenus, ils seraient actuellement 243.

Mais ces détenus n'ont pas tous le même statut. Des charges ont été retenues contre une toute petite partie d'entre eux (21 prisonniers). A l'autre bout, certains (52 selon Brookings, «approximativement 60» selon des sources militaires) ont été estimés «libérables»: c'est de ce groupe que viendraient ceux que les Etats européens accepteraient d'accueillir. Entre deux, le reste se trouve dans des limbes juridiques: soit parce que les charges ne sont pas claires, soit parce que leurs aveux ont été arrachés par des moyens de torture qu'on ne veut pas voir exposés en pleine lumière. Cela ne fait pas d'eux des coupables. Mais ils ne sont pas, au moins pour l'instant, «libérables».

### kQui sont les prisonniers «libérables»?

Ils sont Chinois Ouïgours (17), Yéménites (10), Tunisiens (8), Algériens (4), ou encore Ouzbeks, Irakiens, Saoudiens, Egyptiens, Libyens ou Palestiniens. Deux d'entre eux, qui auraient fondé le Groupe de combat tunisien, avaient été présentés à l'origine par les autorités américaines comme des «leaders d'Al-Qaida». Les autres sont officiellement considérés comme des membres d'organisations terroristes (operatives) ou des combattants étrangers.

Cependant, ces catégories sont trompeuses. Il est ainsi établi que les 17 Ouïgours emprisonnés depuis sept ans ont été vendus aux troupes américaines alors qu'ils fuyaient la répression chinoise. Ils ont été placés dans la case «combattants étrangers» même si, depuis lors, aussi bien les militaires qu'un juge civil les ont innocentés. Selon la Brookings Institution, l'ensemble de ces prisonniers «libérables» sont concentrés «à l'extrémité la moins dangereuse du spectre».

### kPourquoi ne pas renvoyer les détenus dans leur pays d'origine?

Se trouvant avec une multitude de détenus innocents sur les bras, les Etats-Unis en ont déjà renvoyé des dizaines en catimini. Un certain nombre se trouvent sans doute dans les prisons afghanes, mais d'autres «combattants étrangers» ont aussi été refoulés dans leur pays d'origine, en Russie, en Libye, en Tunisie ou en Syrie. Or la Convention des Nations unies contre la torture, ratifiée par les Etats-Unis, stipule l'interdiction d'extrader une personne «vers un autre Etat où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture». La Libye, par exemple, a incarcéré ses ressortissants à peine arrivés sans autre forme de procès. Devant le tollé qu'ont fini par provoquer ces expulsions, les Américains se sont tournés vers les Européens, qui ont toutefois refusé d'entrer en matière jusqu'à l'arrivée de Barack Obama. Résultat: ces détenus restent enfermés par le simple fait qu'on ne sait pas où les envoyer.

### **kPourquoi les Etats-Unis ne gardent-ils pas leurs prisonniers?**

C'est la question centrale. Pour l'administration Bush, l'accueil d'ex-détenus sur le sol américain a toujours été considéré comme une «ligne rouge» impossible à franchir. Mais, même avec l'arrivée de la nouvelle administration, les divisions restent très fortes, aussi bien chez les élus qu'au sein de la population. Dans les rangs républicains, de nombreux membres du Congrès ont manifesté leur opposition à un rapatriement des détenus sur sol américain, même dans des prisons de haute sécurité. Or, la fermeture de la prison de Guantanamo entraînera de toute façon ce transfert pour les prisonniers non «libérables».

Pour faire passer la pilule, aussi bien l'administration que les organisations de défense des droits de l'homme demandent donc aux Européens de faire un geste. «D'autant plus que l'Europe a été en partie complice de ce processus, à travers les prisons secrètes ou le survol de son territoire par les avions de la CIA», note Joanne Mariner, directrice à Human Rights Watch. Parmi d'autres, cette juriste a d'ailleurs tenté de convaincre plusieurs capitales européennes avec l'accord, au moins tacite, du Département d'Etat. Sans ce geste, a expliqué l'organisation aux Européens, la fermeture de Guantanamo ne sera sans doute pas possible.

### **kVers un marché tacite?**

Cela dit, il est hautement probable que les Etats-Unis doivent eux aussi «faire un geste» aujourd'hui en accueillant un certain nombre de détenus «libérables». Officiellement, la nouvelle administration ne s'est pas encore prononcée sur la question, de peur sans doute de provoquer davantage de vagues. Mais le temps commence d'ores et déjà à presser s'il est question de respecter la promesse de Barack Obama de fermer le camp d'ici à un an. Dans cette optique, la stratégie actuelle des avocats des détenus consiste à plaider activement la cause des 17 Ouïgours, qui est la plus évidente. L'année dernière, George Bush avait tenté de faire pression sur un grand nombre d'Etats (dont les Européens) pour qu'ils acceptent au moins le transfert de ces prisonniers emblématiques. Sans succès. A présent, il s'agirait de donner aux détenus ouïgours le statut de réfugiés (ou d'immigrés), et d'accepter par conséquent de les garder sur le sol américain. En ouvrant ainsi la voie, les Etats-Unis pourraient espérer convaincre les Européens de continuer le mouvement.

### **kCes prisonniers sont-ils dangereux?**

C'est l'autre question clé. Choissant précisément ce moment charnière, le Pentagone vient de dévoiler une étude dans laquelle les militaires estiment qu'une soixantaine d'ex-détenus de Guantanamo ont (ré)intégré depuis leur libération les rangs d'Al-Qaida. Une étude aussitôt contredite vivement par certains experts: le simple fait de donner une conférence publique ou d'écrire un livre sur son expérience en tant que détenu suffit en effet à être catalogué comme «terroriste» par le Pentagone, qui ne fournit au demeurant aucun nom ou référence précis pour confirmer ses allégations. Il y a quelques années, un rapport de la CIA jugeait au contraire: «Un nombre substantiel de détenus apparaissent comme des militants de bas niveau, ou simplement des innocents qui étaient au mauvais endroit au mauvais moment.»

Cela étant, chacun admet que le risque zéro n'existe pas. Mais, comme le souligne Joanne Mariner, «le ressentiment que provoque l'existence de Guantanamo auprès des musulmans est un risque bien supérieur. Tout le monde, Européens compris, a intérêt à voir fermer Guantanamo.»

**LE TEMPS** © 2009 **Le Temps SA**